



## Fonds pour l'environnement mondial

### Résumé du document GEF/C.28/18

#### Document de programmation pour le financement de la mise en œuvre des PANA dans le cadre du Fonds pour les PMA

##### Décision recommandée au Conseil

Après l'avoir examiné, le Conseil approuve le document intitulé *Document de programmation pour le financement de la mise en œuvre des PANA dans le cadre du Fonds pour les PMA* (document GEF/C.28/18). Il se félicite des contributions annoncées à l'appui de la mise en œuvre des Plans d'action nationaux pour l'adaptation au changement climatique dans les pays les moins avancés qui sont parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

##### Résumé analytique

Ce document contient un schéma de programmation destiné à orienter les activités menées au titre du Fonds pour les pays les moins avancés (PMA). Le Fonds pour les PMA a aidé 44 PMA parties à la CCNUCC à préparer leurs Plans d'action nationaux pour l'adaptation au changement climatique (PANA). Trois pays ayant déjà finalisé leur PANA et une douzaine d'autres y mettant la dernière main, la phase préparatoire devrait donc s'achever d'ici deux ans. Dans la perspective de la phase de mise en œuvre, la Conférence des parties a donné de nouvelles directives au FEM concernant le fonctionnement du Fonds pour les PMA lors de ses neuvième (Décision 6/CP.9) et onzième (Décision 3/CP.11) sessions. Le schéma de programmation proposé tient compte de ces directives.

Le FEM travaillera avec les Parties pouvant bénéficier de son aide et ayant finalisé leur PANA. Il financera les activités prioritaires de chaque pays dans le respect du principe d'un accès équilibré au Fonds pour les PMA. Après première lecture et présentation initiale, les ressources en eau, la sécurité alimentaire et l'agriculture, la santé, le degré de préparation aux catastrophes naturelles et la gestion des risques associés, et la gestion des infrastructures et des ressources naturelles semblent être les secteurs prioritaires à privilégier dans le cadre des PANA. L'adaptation des populations locales au changement climatique pourrait aussi être un thème transversal à traiter. Pour que les PANA aient des résultats concrets, il est proposé d'intégrer des mesures d'adaptation urgentes et immédiates aux activités de développement en cours dans chaque PMA, en tenant compte du contexte national et des priorités économiques et sociales des pays concernés. Pour atteindre l'objectif d'un développement capable de s'adapter à la modification du climat, les mesures d'adaptation doivent être intégrées aux politiques, plans, programmes, projets et actions de promotion du développement national.

Pour les pays vulnérables, la lutte contre les méfaits de l'évolution du climat représente un poids financier supplémentaire dans leur quête d'un développement durable. Le Fonds pour les PMA financera le « surcoût » des mesures d'adaptation urgentes et immédiates résultant des PANA. Pour simplifier le calcul du surcoût, une échelle mobile pourra être utilisée. Si le financement demandé pour un projet reste dans les limites de l'échelle, le projet sera approuvé sans qu'une estimation du surcoût ait besoin d'être fournie.

Dans le souci de faciliter l'adoption des projets au titre du Fonds pour les PMA, une procédure d'approbation accélérée propre à ce Fonds est proposée. Les projets pourront ainsi être soumis à examen et approbation de façon glissante tout au long de l'année. Par ailleurs, la procédure d'approbation utilisée pour les projets de moyenne envergure s'appliquera aussi aux projets du Fonds pour les PMA dès lors que les financements sollicités du FEM ne dépassent pas deux millions de dollars. Les demandes supérieures à ce chiffre seront placées sur le site web et approuvées par courrier de façon continue, sauf si au moins quatre membres du Conseil demandent que le projet soit examiné et approuvé à la réunion suivante du Conseil.

Une version préliminaire de ce rapport a été présentée lors d'une consultation PMA-FEM organisée à Dhaka (Bangladesh) du 4 au 6 avril 2006. De cette consultation est née une deuxième version, examinée au cours d'une réunion de bailleurs de fonds, le 28 avril à Copenhague (Danemark). La présente version tient compte des observations des participants à cette réunion.